Bulletin Électronique
PERSPECTIVES JEUNESSE

RESEAU OUEST-AFRICAIN POUR L'EDIFICATION DE LA PAIX

L'EDIFICATION DES RELATIONS POUR LA PAIX

JEUNESSE ET GOUVERNANCE POLITIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

DIALOGUE INTERGENERATIONNEL ET PARTAGE D'EXPERIENCE AVEC DES PARLEMENTAIRES ET ELUS LOCAUX

JUIN 2021

Austrian Development

SWEDEN

Bulletin Électronique
PERSPECTIVES JEUNESSE

RESEAU OUEST-AFRICAIN POUR L'EDIFICATION DE LA PAIX

L'EDIFICATION DES RELATIONS POUR LA PAIX

JEUNESSE ET GOUVERNANCE POLITIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

DIALOGUE INTERGENERATIONNEL ET PARTAGE D'EXPERIENCE AVEC DES PARLEMENTAIRES ET ELUS LOCAUX

JUIN 2021

Austrian Development

SWEDEN

INTRODUCTION

La Charte Africaine de la Jeunesse définit les jeunes comme toutes personnes dont l'âge est comprise entre 15 et 35 ans. En Afrique de l'Ouest, les jeunes représentent plus de 53% de la population d'environ 412,453,951 millions d'habitants[1] et les projections démographiques actuelles suggèrent que ce nombre pourrait doubler d'ici 2050.[2] Malheureusement, ce poids démographique, ne se reflète pas dans la gestion des affaires publiques.

En politique, les jeunes sont minoritairement représentés aussi bien aux postes électifs que nominatifs. En 2009, l'Union Africaine a déclaré la « Décennie africaine de la jeunesse » (2009-2018) avec un plan d'action pour autonomiser les jeunes et promouvoir leur participation à la vie politique. Trois ans après la fin de la décennie de la jeunesse et malgré l'adoption d'autres cadres internationaux, continentaux et régionaux[3], il n'y a pas beaucoup de preuves d'une participation significative des jeunes à la gouvernance politique. De nombreux jeunes continuent de se heurter à divers obstacles juridiques et économiques, ce qui limite leur pleine participation à la vie politique et aux processus décisionnels. De plus, il existe un écart intergénérationnel qui ne favorise pas l'apprentissage et la préparation des jeunes à participer à la gouvernance.

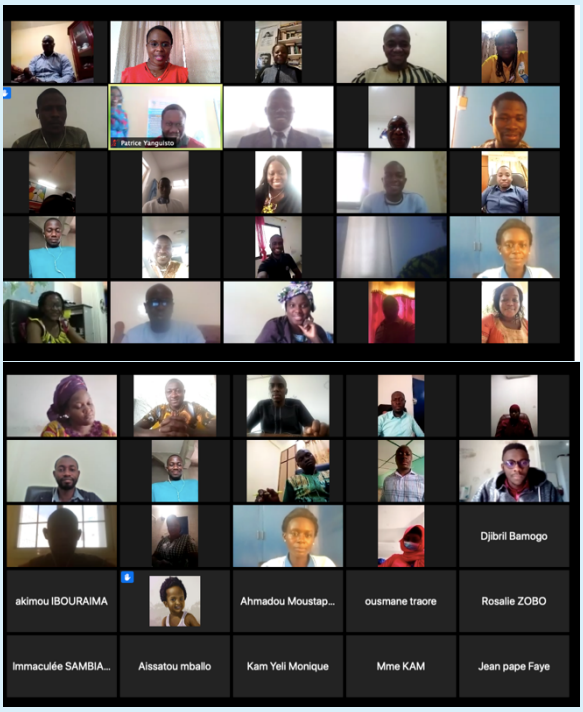
L'année 2021 est une année électorale pour certains pays d'Afrique de l'Ouest. Les élections parlementaires et locales, précisément au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, présentent une opportunité pour encourager la participation politique des jeunes à travers des plates-formes de partage d'expériences intergénérationnelles afin de maximiser les chances de succès des jeunes potentiels candidats.

Dans ce contexte, le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la paix (WANEP), sous son Programme Jeunesse, Paix et Sécurité, a organisé un webinaire le 26 février 2021 sur le thème : ***Jeunesse et gouvernance politique en Afrique de l'Ouest***. Le webinaire visait à renforcer la confiance et l'engagement des jeunes en politique à travers un partage d'expériences avec leurs pairs et leurs aînés sur les stratégies pour s'engager et réussir dans une carrière politique. Quatre-vingt-deux (82) participant (e)s, comprenant des parlementaires, des élus locaux, des jeunes candidats et activistes y ont pris part.

Les discussions avec les panélistes et les participants ont porté sur:

- ◊ Les leçons tirées de la vie politique;
- ◊ Les progrès et les défis de la participation politique des jeunes;
- ◊ Recommandations pour une participation accrue des jeunes à la gouvernance politique.

Ce document résume les points essentiels discutés au cours du webinaire et les conclusions qui en ont résulté.



[1] https://worldpopulationreview.com/continents/western-africa-population
[2] https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI/perspectives-demographiques-en-afrique-de-l-ouest
[3] La résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Cadre continental de l'Union africaine sur la jeunesse, la paix et la sécurité, le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO.

Leçons apprises de la vie politique

- Avoir une vision politique et évaluer ses compétences personnelles et sa capacité à conduire à la réalisation de ladite vision sont des étapes clés à franchir dans la vie politique. Ce fut l'une des leçons majeures qui a émergé des discussions. Cela permet d'être focalisé et être à la fois conscient (e) de ses forces, faiblesses ainsi qu'avantages comparatifs à exploiter ou à travailler pour maximiser les chances de succès dans sa carrière politique.

À 23 ans, j'étais en tête de liste des candidats de mon parti pour les élections législatives de 2020 au Burkina Faso. Cela s'est produit, non pas parce que j'ai une influence financière. Seulement ma vision et mon engagement en ont payé le prix. **Samiratou Ouedraogo**

- Certaines valeurs telles que la patience sont essentielles pour accéder à une position de leadership dans une carrière politique. Pour certains panélistes, cette période d'attente, considérée comme faisant partie du processus d'apprentissage, a duré environ 10 ans. Bien que long, cela a été nécessaire pour acquérir les compétences nécessaires et réunir les conditions préalables pour embrasser leur carrière politique.
- Il existe de nombreux points d'entrée pour la participation des jeunes à la gouvernance politique. Être un membre actif du parti, engagé dans les activités du parti et la mobilisation à la base, pourrait non seulement favoriser l'accès à une position de leadership au sein du parti, mais aussi contribuer à gagner la confiance des communautés avec lesquelles l'on s'engage dans la perspective d'une candidature future.

« Tout a commencé par un activisme poussé au niveau local. Mon dévouement, mon travail acharné et ma persévérance ont contribué à mon élection en tant que conseillère municipale. J'invite mes pairs à s'impliquer à la mobilisation de la base au sein de leurs partis et à se donner le temps d'apprendre. ***Grace Atindekoun, 27 ans,*** *Conseillère de la Municipalité de Sô Ava, Bénin.*

- Les jeunes peuvent également commencer leur vie politique sans aucune affiliation à un parti politique. Cette option a l'avantage de les épargner des lourdeurs administratives et des contraintes liées à l'acceptation des dossiers de candidature au sein des partis ; ce qui découragent la participation des jeunes. A l'opposé, cette option, ne favorise pas l'apprentissage qui nait des interactions au sein d'un groupe. Les deux options, présentent aussi bien des avantages et des inconvénients qui doivent être soigneusement analysés pour prendre la décision appropriée.

Points de vue des panélistes

« La gouvernance politique ne se limite pas seulement aux postes électifs. Les jeunes peuvent aussi influencer la politique à un poste nominatif/administratif ». **Zida Abdoul Razak,** Burkinabé *de 32 ans,* économiste/urbaniste, conseiller en jeunesse et éducation et Directeur de la prospective, du partenariat et de la coopération avec les jeunes.

« Les jeunes ont la capacité de s'imposer en politique par une volonté et une détermination fortes ». **Honorable Diarra Banyoua,** 37 ans et plus jeune parlementaire au Niger.

« L'âge et l'autonomie financière ne sont pas des conditions nécessaires pour réussir en politique. Seule la vision d'une société meilleure et l'engagement à la réaliser sont essentiels ». **Samiratou Ouedraogo**

« Pour la conduite de leur campagne électorale, les jeunes peuvent faire plus avec leurs ressources limitées en optant pour des dépenses moins budgétivores, telles que le porte-à-porte, une campagne sans gadgets -- pour se concentrer uniquement sur leurs programmes ». **L'honorable Johnwan Teke,** Côte d'Ivoire

« Les jeunes ont un avantage comparatif en termes d'outils de communication sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour une communication efficace sur leur projet/programme de société afin de mobiliser un fort soutien de leur électorat ». **L'honorable Johnwan Teke**

s participants dans cette section, ont reconnu l'existence de quelques initiatives nationales en appui aux progrès régionaux et internationaux enregistrés dans la promotion de la participation des jeunes à la gouvernance et aux processus de prise de décisions. Il faut toutefois noter que ces efforts restent limités en raison des défis multidimensionnels et profonds auxquels les jeunes font face dans la vie politique.

Progrès

Les jalons importants franchis pour la promotion de la participation politique des jeunes incluent l'élaboration de politiques nationales de jeunesse, la mise en place de structures de jeunesse et la prise de conscience progressive des jeunes quant à leur participation à la vie politique.

◊ ***Développement de politiques nationales de jeunesse et mise en place de structures* de *jeunesse***

La majorité des États d'Afrique de l'Ouest ont élaboré des politiques nationales de jeunesse, en tant que document stratégique qui aborde les questions intersectorielles de la jeunesse, y compris leur participation à la gouvernance politique. Des conseils nationaux de la jeunesse ont également été créés pour fournir des conseils et des orientations stratégiques sur les questions liées à la jeunesse afin d'éclairer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques.

◊ ***Prise de conscience progressive des jeunes quant à leur rôle dans le renforcement de la gouvernance politique***

Le nombre croissant de groupes de jeunes et de mouvements de jeunes à travers la région, revendiquant leurs droits, exigeant une gouvernance politique inclusive et axée sur les hommes, témoigne de la prise de conscience progressive des jeunes quant à leur responsabilité dans le développement d'une architecture de gouvernance qui répond le mieux à leurs besoins actuels et futurs. Très actifs sur les réseaux sociaux, engagés dans les débats politiques et les mouvements démocratiques, les jeunes de la région démontrent de plus en plus leur capacité à influencer positivement les politiques. Les mouvements sociaux tels que « Y'en a mare » au Sénégal et « Balai Citoyen » au Burkina sont de bons exemples d'engagements positifs des jeunes pour le changement des politiques.[4][5]

Défis

La faiblesse du cadre juridique, le manque d'inclusion dans la direction des partis politiques et la capacité limitée des jeunes en politique sont autant de défis à leur participation à la gouvernance politique.

◊ ***Limites du cadre juridique***

En Afrique de l'Ouest, bien que le droit de participer à la gestion de la vie politique soit un droit fondamental inscrit dans de nombreuses constitutions et codes électoraux, la participation des jeunes à la vie politique reste un sujet à débat, en particulier pour l'accès aux postes électifs et dans les processus de prise de décisions.
Tout d'abord, il convient de noter le contraste entre l'âge légal de vote et l'âge d'éligibilité aux élections présidentielles, parlementaires et locales. Dans de nombreux cas, le droit de vote est reconnu à tous les citoyens âgés de 18 ans et plus, tandis que l'âge de candidature à des postes électifs reste au-delà de 18 ans. Deuxièmement, le caractère non contraignant des lois électorales en ce qui concerne l'intégration des jeunes sur les listes des partis politiques n'avantage pas le leadership des jeunes, en particulier au sein des partis politiques.

◊ ***Manque d'inclusion des jeunes dans la direction des partis politiques***

Au sein des partis politiques, le concept d'ancienneté, enraciné dans la culture et le système patriarcal des sociétés africaines, semble entraver la participation politique des jeunes. Les

[4] https://sites.clas.ufl.edu/africanquarterly/files/Volume-14-Issue-3.pdf

[5] https://en.wikipedia.org/wiki/Le_Balai_Citoyen

élites politiques, en effet, ont tendance à reproduire une idéologie du concept d'ancienneté dans laquelle la classe dirigeante est identifiée comme le groupe d'anciens. Cette instrumentalisation politique de l'ancienneté sociale a pour effet de leur donner un sentiment de légitimité afin d'asseoir leur hégémonie au détriment des jeunes. Cette pratique remet en cause le bien fondé du transfert intergénérationnel de connaissances et de pouvoir pour assurer la durabilité des partis politiques.
Un autre facteur limitant l'inclusion des jeunes sur les listes des partis politiques, en tant que candidats, est inévitablement leur faible pouvoir économique à contribuer aux coûts liés à la constitution des dossiers de candidatures et à la conduite de la campagne électorale ; ce qui les désavantage par rapport aux candidats plus influents financièrement au sein du parti.

◊ ***Capacité limitée des jeunes en politique***

La politique est une science et un art qui exigent un processus d'apprentissage, nécessaire pour la formation de futurs leaders. L'intégration dans la vie politique demande une meilleure compréhension des systèmes de gouvernance et de pouvoir, l'analyse des activités politiques, des pensées politiques, du comportement politique, des constitutions et des lois.[6] Cela demande des compétences analytiques, de communication et de pensée critiques pour mieux examiner, prédire et traiter les problèmes clé qui affectent les vies. De nombreuses personnes, y compris les jeunes, expriment leur volonté d'embrasser une carrière politique, ignorant les principes fondamentaux qui la régissent et la capacité requise pour un leadership efficace.

[6]https://en.wikipedia.org/wiki/Political_science#:~:text=Political%20science%20est%20le%20scientifique,et%20associés%20constitutions%20et%20droits.

RECOMMANDATIONS POUR ACCROÎTRE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES

Les participants au webinaire ont formulé les recommandations suivantes pour promouvoir la participation politique des jeunes.

Au gouvernement

- Les États devraient adopter une politique de quotas des jeunes pour encourager la participation politique et le leadership des jeunes à tous les niveaux de prise de décisions ;
- Réviser les lois électorales afin de réduire l'âge légal pour se présenter à une élection et maximiser les chances d'engagement politique des jeunes ;
- Domestiquer la résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies en élaborant et en mettant en œuvre des plans d'action nationaux sur la résolution afin d'encourager la participation des jeunes à la gouvernance, à la paix et à la sécurité.

Aux partis politiques

- Créer un environnement propice au renforcement des capacités des jeunes et à leur participation à des postes de leadership au sein des partis et au-delà.

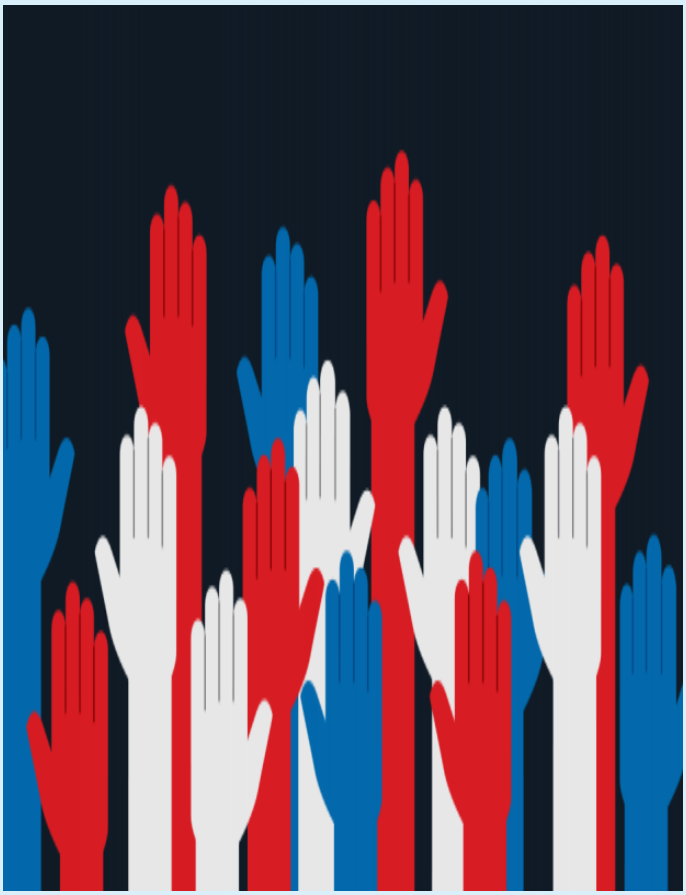
Aux groupes de jeunes

- Améliorer leurs connaissances en matière de gouvernance pour mieux se préparer à de futurs postes de responsabilité ;
- Poursuivre l'engagement avec les parties prenantes essentielles pour assurer une participation significative des jeunes à la gouvernance politique et aux processus décisionnels;
- Encourager la solidarité et le réseautage pour l'apprentissage mutuel et l'influence des politiques.

CONCLUSION

La troisième édition de la série 'Perspectives Jeunesse' organisée autour du thème: Jeunesse et Gouvernance Politique en Afrique de l'Ouest, était une session interactive. Elle a créé des opportunités de dialogue intergénérationnel et de partage d'expériences sur la participation politique des jeunes et a également contribué à approfondir les réflexions sur les progrès et les défis à la participation des jeunes à la gouvernance.

Cinq panélistes, tous issus de la région Ouest Africaine ont partagé l'expérience de leur parcours politique, les défis rencontrés et les stratégies employées pour y faire face. À l'unanimité, les panélistes ont convenu qu'avoir une vision politique et démontrer un engagement ferme pour la réalisation de cette vision sont tous deux importants pour rester focalisé et réussir sa carrière politique. L'un des points essentiels à retenir des discussions est que l'âge et les contraintes financières qui entravent la participation politique des jeunes peuvent être surmontés par la volonté politique et l'engagement des jeunes. Cela renvoie à la notion de responsabilité partagée dans la perspective d'une gouvernance inclusive où les jeunes ne sont pas seulement des bénéficiaires, mais aussi des acteurs clés tout au long du processus.



ANNEXE : MODÉRATRICE ET PANELISTES

Modératrice:

- **Mme Josiane Sombo,**
  Responsable du Programme Jeunesse et Éducation à la Paix, Bureau Régional de WANEP

Panélistes:

- **M. Zida Abdoul Razak,**
  Économiste/Planificateur, Conseiller de Jeunesse et d'Éducation, Directeur de la Prospective, du Partenariat et de la Coopération en matière de Jeunesse, Burkina Faso
- **Mme Grace Atindekoun**,
  Étudiante en sciences politiques et relations internationales, Conseillère Municipale de la Municipalité de Sô Ava, Présidente de la Commission en charge des affaires sociales, culturelles et sportives, Bénin
- **M. Jean Armel Dogouin**,
  Coordinateur de la plateforme MOJEC (Réseau jeunesse dans la consolidation de la paix), Candidat aux élections législatives de 2021 pour la circonscription de Daloa, Côte d'Ivoire
- **Mme Ouedraogo Sibila Samiratou,**
  Secrétaire Générale de l'Association Jeunes Leaders du Burkina Faso, Directrice de protocole en charge des questions féminines au Ministère de la Jeunesse, Candidate, en tête de liste du Mouvement Politique 'SENS' pour les élections législatives de 2020 au Burkina Faso.
- **Honorable Diarra Banyoua,**
  Député et Maire, Niger
- **Honorable Johnwan Norbert,**
  Ancien Député et Maire, Côte d'Ivoire

Invitée d'honneur :

- **Mme Yéli Monique KAM NGANKAM,**
  Seule candidate féminine à l'élection présidentielle de 2020 au Burkina Faso

PERSPECTIVES JEUNESSE

BULLETIN ELECTONIQUE

Réseau Ouest-Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP)
Trinity Avenue, Off Mile 7 Road, Achimota, Accra
P.O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Tel: +233 302 411638 I 302 406340 I 302 426004 I 302 408224
Email: wanep@wanep.org I Website: www.wanep.org